

ROYAUME DU MAROC



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

DEPF

Boulevard Mohamed V.
Quartier Administratif,
Rabat-Chellah Maroc

E : depf@depf.finances.gov.ma

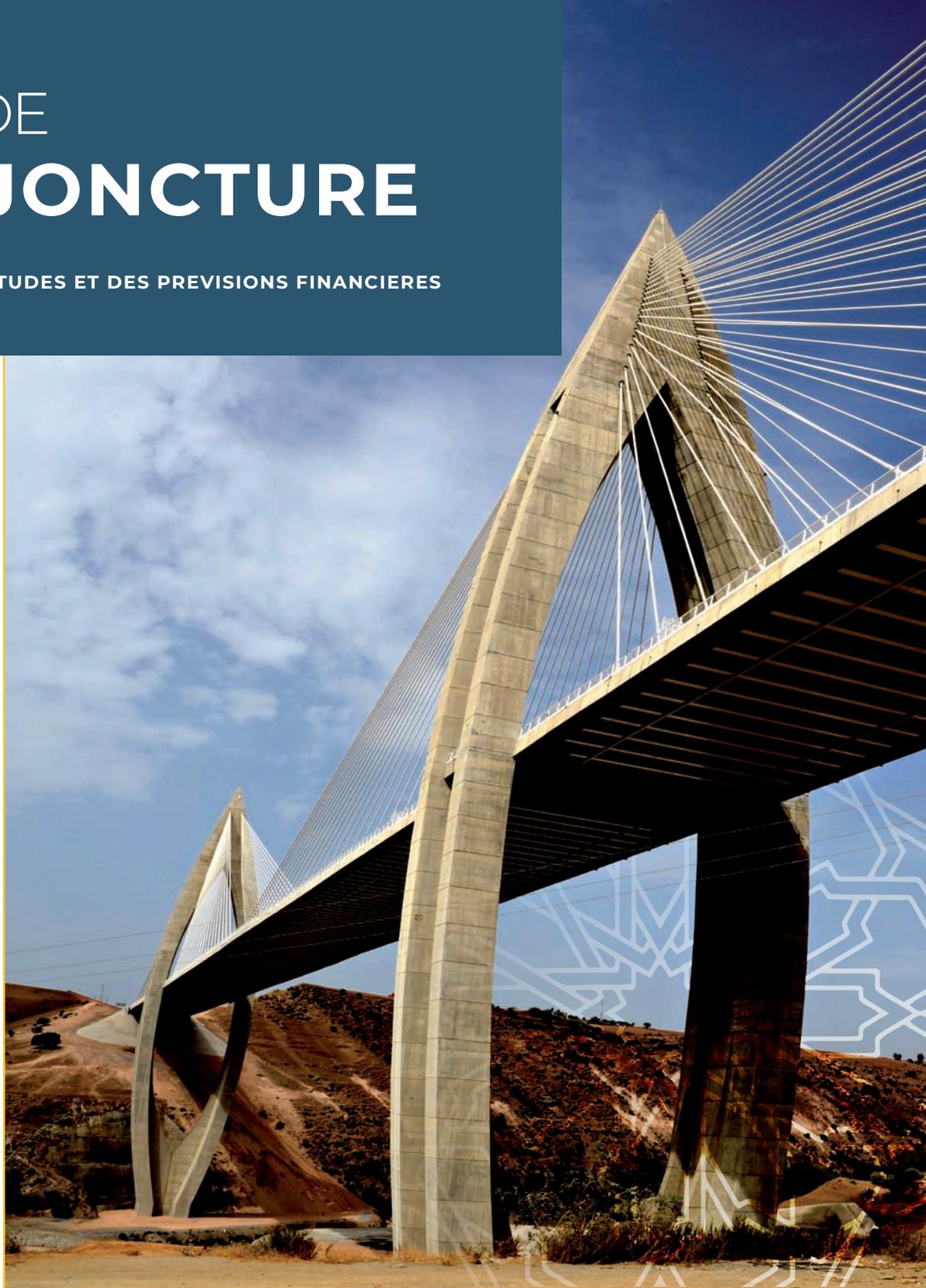
W : depf.finances.gov.ma

T : (+212) 537.67.74.15/16

NOTE DE CONJONCTURE

DIRECTION DES ÉTUDES ET DES PRÉVISIONS FINANCIÈRES

N° 259 / Septembre 2018



Sommaire

PARTIE 1 ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

01 ECONOMIES AVANCÉES

02 ECONOMIES ÉMERGENTES

03 MARCHÉS DES MATIÈRES PREMIÈRES

PARTIE 2 ENVIRONNEMENT NATIONAL

01 TENDANCES SECTORIELLES

02 DEMANDE INTERIEURE

03 ECHANGES EXTERIEURS

04 FINANCES PUBLIQUES

05 FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

PARTIE 3 TABLEAU DE BORD



Une situation économique globalement positive contrastée par une conjoncture mitigée

L'activité économique nationale affiche une conjoncture globalement favorable, comme en attestent les derniers indicateurs disponibles au niveau de plusieurs branches d'activité. A côté de la bonne tenue des activités agricoles et tertiaires, les différentes branches du secteur manufacturier, particulièrement les métiers mondiaux du Maroc, ont maintenu leur bonne orientation. Une évolution en ligne avec le bon comportement de leurs exportations, ce qui a permis de contrebalancer le ralentissement accusé par certains secteurs comme le BTP et la pêche.

Cette bonne orientation est confortée par les baromètres de la demande intérieure. En effet, la consommation des ménages devrait maintenir sa vigueur, bénéficiant, notamment, de la performance exceptionnelle du secteur agricole pour la deuxième année consécutive, de l'amélioration de la situation du marché de travail et de la bonne tenue des crédits à la consommation, des transferts des MRE et des salaires. Pour sa part, l'effort d'investissement, tiré essentiellement par sa composante publique, devrait également se maintenir, traduisant le bon comportement des crédits à l'équipement et des importations des biens d'équipement.

En phase avec le bon augure de la demande extérieure adressée au Maroc, la performance des exportations est expliquée, en grande partie, par la vigueur des secteurs de l'automobile et des phosphates et dérivés.

Toutefois, cette dynamique n'a pas pu empêcher le creusement du déficit commercial, tiré, notamment, par les achats des biens d'équipement, des produits énergétiques et des biens finis de consommation.

Compte-tenu de ces évolutions, les réserves internationales nettes ont enregistré une légère baisse en glissement mensuel, pour couvrir 5 mois et 9 jours d'importations de biens et services.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire affiche un creusement de 3,6 milliards de dirhams par rapport à fin juillet 2017, en rapport avec la quasi-stagnation des recettes ordinaires face à une augmentation des dépenses globales de 2,5%.

En matière de financement de l'économie, la dynamique des crédits bancaires s'est poursuivie à fin juillet 2018, portée par la croissance des crédits à l'équipement (+9,4%) et celle des crédits à la consommation (+5,6%) et des crédits à l'immobilier (+3,1%).

Cette dynamique contraste avec le comportement du marché boursier dont les indices MASI et MADEX ont poursuivi, à fin août 2018, leur repli respectivement de 6,8% et 7,1% par rapport à fin décembre 2017.

L'orientation positive de l'activité économique nationale a pu profiter, notamment, de son environnement international globalement porteur. En effet, la poursuite de l'essor de l'économie américaine et le rebond attendu de la croissance dans les pays émergents continuerait d'alimenter la vigueur de la reprise mondiale et de compenser partiellement le ralentissement prévu de la croissance dans la zone euro et au Japon.

Dans la zone euro, malgré des signes d'essoufflement de la reprise économique au premier semestre 2018, les perspectives de croissance économique restent supérieures au potentiel et ne suscitent pas de tensions sur les taux longs.

Nonobstant l'embellie conjoncturelle qui se dessine, les perspectives de l'économie mondiale ne sont pas exemptes d'incertitudes. L'instabilité des cours des matières premières et le poids des tensions commerciales entre acteurs majeurs du système mondialisé constituent autant de risques baissiers susceptibles d'affecter à terme la vigueur de la croissance de l'activité à l'échelle internationale.

Synthèse

N.B. : Sauf indication contraire, les évolutions présentées, dans la note, sont en glissement annuel.



Environnement international

- Malgré des signes d'essoufflement de la reprise au premier semestre 2018, les perspectives de croissance de la zone euro restent supérieures au potentiel et ne suscitent pas de tensions sur les taux longs.
- L'euro a atteint 1,17 dollar le 14 septembre, en hausse de 3% depuis le creux enregistré mi-août.
- Les cours internationaux de pétrole brut renouent avec la hausse suite à des craintes sur l'offre, pour se situer à 80 dollars le 12 septembre.



Tendances sectorielles

- Primaire : la bonne performance du secteur agricole (production céréalière de 103 MQX) permet de contrebalancer le recul du secteur de la pêche (-11%).
- Secondaire : le bon comportement des secteurs industriel (+3% à fin juin), extractif (+9%) et de l'énergie électrique (+6%) aurait largement compensé le ralentissement du secteur du BTP (ventes de ciment : -4,9%).
- Tertiaire : dynamisme favorable des secteurs touristique (Arrivées : +7% ; Nuitées : +10%) et de transport (Passagers aériens : +11,8% ; Activité portuaire ANP : +3,1%) à fin juillet.



Ménages & Entreprises

- La consommation des ménages devrait bénéficier, notamment, de la performance exceptionnelle du secteur agricole pour la deuxième année consécutive et de l'amélioration de la situation du marché de travail (création de 141.000 emplois rémunérés au T2).
- L'effort d'investissement, tiré essentiellement par sa composante publique, devrait se maintenir, traduisant le bon comportement des crédits à l'équipement (+9,4%) et des importations des biens d'équipement (+12,5%).

1,17



Parité euro/dollar

103 MQx



Production
céréalière

+9,4 %



Crédits
à l'équipement

+2,4%



Inflation



Echanges extérieurs

- ⇒ La performance des exportations est tirée, particulièrement, par les secteurs de l'automobile (+17,7%) et des phosphates et dérivés (+17,6%).
- ⇒ Les recettes de voyage (+1,2%) et des MRE (+1%) ont permis de couvrir près de 68% du déficit commercial.
- ⇒ Les Réserves Internationales Nettes permettent de couvrir 5 mois et 9 jours d'importations de B&S.



Finances publiques

- ⇒ Le déficit budgétaire affiche un creusement de 3,6 milliards de dirhams par rapport à fin juillet 2017, en rapport avec la quasi-stagnation des recettes ordinaires face à une augmentation des dépenses globales de 2,5%.



Financement de l'Economie

- ⇒ Accroissement des crédits bancaires de 2% à fin juillet, notamment, les crédits à l'équipement (+9,4%), les crédits à la consommation (+5,6%) et les crédits à l'immobilier (+3,1%).
- ⇒ Poursuite de la tendance baissière des indices boursiers MASI & MADEX à fin août 2018 : -6,8% et -7,1% respectivement par rapport à fin décembre 2017.

NB : Sauf indication contraire, les évolutions sont en glissement annuel

+17,7%



**Automobile
(Exportations)**

12,5%



**Importations biens finis
d'équipement**

+2%



Crédits bancaires

**-6,8% et -7,1%
(respectivement)**



MASI et MADEX



ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1. ECONOMIES AVANCEES

Etats-Unis : renforcement de la croissance économique au second trimestre 2018

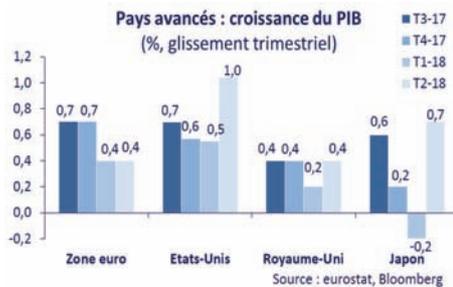
4,2%

Au T2



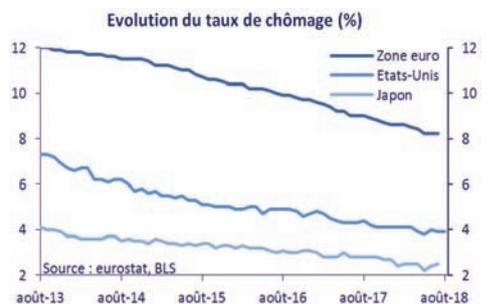
USA

Croissance économique



Les différents indicateurs macroéconomiques confirment le dynamisme continu de l'économie américaine. L'économie a progressé à un taux de 4,2% en avril-juin, en rythme annualisé, soit presque le double du taux de 2,2% enregistré au premier trimestre. Avec le renforcement des salaires, les dépenses de consommation pourraient augmenter encore davantage, ce qui pourrait entraîner une hausse des prix.

Les données du marché du travail confortent une situation déjà très forte. La croissance de l'emploi a légèrement dépassé le consensus à 201 000 en août, et le chômage est resté inchangé à 3,9% en raison d'une baisse de la population active. Les gains salariaux horaires moyens sont passés de 2,7% en juillet à 2,9% en glissement annuel, son plus haut niveau depuis juin 2009.



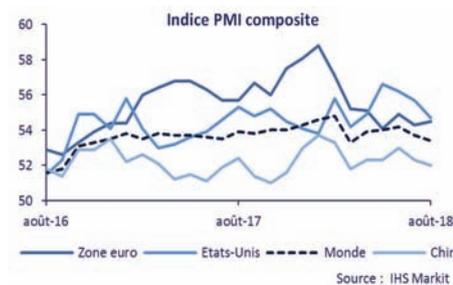
Les résultats des enquêtes de conjoncture continuent de montrer une forte croissance, mais ils ont été mitigés au cours du mois d'août et ont indiqué un léger relâchement des pressions sur la capacité de production.

54,7



USA

Indice PMI composite



L'indice Markit US Composite PMI s'est établi à 54,7 en août 2018 contre 55,7 en juillet, soit le taux d'expansion le plus lent dans le secteur privé depuis mars, tandis qu'un ralentissement a été enregistré tant dans le secteur manufacturier (PMI à son creux de 54,7 contre 55,3 en juillet) que dans celui des services (PMI à 54,8 contre 56 en juillet, son creux depuis quatre mois).

Zone euro : légère accélération de l'activité malgré les craintes concernant la demande extérieure et les pressions inflationnistes

3,9%



USA

Taux de chômage

Les dernières enquêtes sur l'activité dans la zone euro ont confirmé une amélioration de la croissance au cours de l'été. Dans l'ensemble de la région, la situation économique s'est améliorée (indice PMI composite d'août), tirée principalement par les activités de services, tandis que l'activité manufacturière ralentit. Cependant, les risques baissiers sont élevés. Selon Eurostat, la production industrielle, corrigée des variations saisonnières, a diminué de 0,8% dans la zone euro en juillet, après avoir déjà baissé de 0,8% le mois précédent. Sur un an, la production industrielle affiche un repli de 0,1%. Le consensus tablait respectivement sur un recul de 0,5% et sur une hausse de 1%.

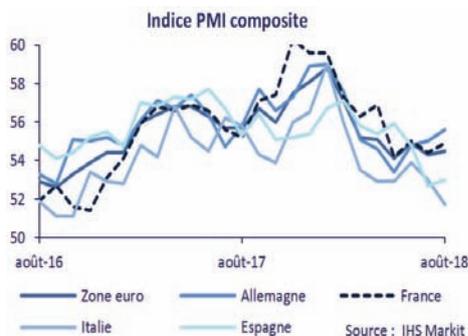
54,5



Zone euro

Indice PMI composite

Le PMI Final de la zone euro, confirmé à 54,5 (54,3 en juillet), semble s'être stabilisé à un niveau plus bas, quoiqu'encore expansionniste ces derniers mois, après avoir baissé pendant la majeure partie de l'année. Les indices PMI montrent une croissance de plus en plus inégale dans la région avec une détérioration des perspectives commerciales au cours de l'été.



En Italie, troisième économie de la région, l'augmentation de l'activité globale a fortement ralenti au cours du mois et le pays pourrait connaître au troisième trimestre sa plus faible croissance économique depuis presque deux ans. Enfin, sans une reprise significative en septembre, l'Espagne pourrait enregistrer sa plus faible expansion trimestrielle en près de cinq ans.

8,2%



Zone euro

Taux de chômage



Au mois de juillet, selon les données d'Eurostat, le taux de chômage est resté stable à 8,2% par rapport à juin, bien que le nombre de chômeurs dans la zone euro ait augmenté de 73.000. Le taux de chômage est à son plus bas niveau depuis novembre 2008. La Grèce est l'économie de la zone euro avec le taux de chômage de loin le plus élevé (19,1% en juin), suivie de l'Espagne (15,1%) et de l'Italie (10,4%). L'Allemagne (3,4%) et les Pays-Bas (3,8%) ont les taux de chômage les plus bas.

Le climat économique s'est détérioré en août dans la zone euro pour le huitième mois consécutif, passant de 112,1 points en juillet à 111,6 points en août, reflétant une baisse de l'optimisme dans l'industrie et les services et poursuivant sa tendance à la baisse depuis le pic de 115,2 atteint en décembre. Le sentiment des consommateurs laisse entrevoir un pessimisme profond, avec une détérioration à -1,9 point contre -0,5 point en juillet.



1,17



Parité euro/dollar



Au mois d'août, l'euro s'est déprécié de 1,2% par rapport au dollar en raison de la position accommodante de la Banque centrale européenne, et le vent d'essoufflement de la croissance dans la zone euro. Les spéculateurs semblent pessimistes quant à la monnaie unique, en lien avec la diminution de leurs positions longues. L'euro était coté en moyenne à 1,15 dollar contre 1,17 en juillet. Au cours du mois de septembre, l'euro se renforce face au dollar pour repasser à 1,17 dollars le 14 septembre.

2%

En 2018



Zone euro

Croissance économique

Selon ses derniers chiffres, la BCE a annoncé une légère révision à la baisse des prévisions de croissance pour la zone euro cette année et l'année prochaine en raison d'un affaiblissement de la demande extérieure, en soulignant les risques liés à la montée du protectionnisme et à la volatilité des marchés financiers. Elle table désormais sur une expansion de 2% seulement du PIB de la zone euro cette année, contre 2,1% prévu en juin. Pour 2019, il a réduit ses prévisions de 1,9% à 1,8%. La prévision pour 2020 est restée inchangée à 1,7%.

Japon : croissance économique la plus rapide depuis 2016 au deuxième trimestre

Au milieu du troisième trimestre, l'économie nippone indique l'amélioration pour la vingt-quatrième fois consécutive de la santé du secteur manufacturier japonais. L'économie a progressé à un taux annuel de 3% au cours du trimestre d'avril-juin, le rythme le plus rapide depuis plus de deux ans et beaucoup plus rapide que prévu grâce à une hausse significative des dépenses en capital (de 1,3% à 3,1%).

Parallèlement à l'afflux croissant des nouvelles commandes, les entreprises ont augmenté leur production et leur emploi. Toutefois, le climat des affaires s'est détérioré en raison de l'incertitude liée à la géopolitique mondiale.

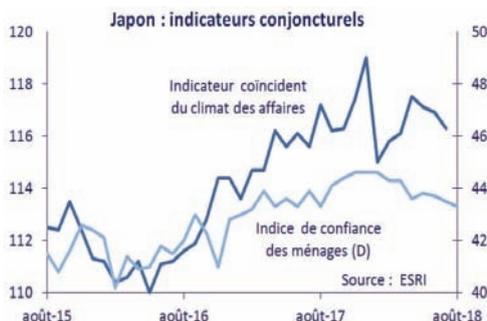
3%

Au T2



Japon

Croissance économique



Les pressions sur les coûts se sont maintenues en août, acculant les entreprises à augmenter leurs prix de vente au rythme le plus soutenu depuis près d'une décennie. En revanche, l'indice coïncident des affaires indique une contraction de l'activité économique (116,3 points en juillet contre 116,9 points en juin). De même, l'indice de confiance des ménages a baissé en juillet (-0,2 point à 43,5).

En termes de perspectives, après une contraction annualisée de 0,9% en janvier-mars, l'économie pourrait de nouveau ralentir en juillet-septembre en raison de l'impact de catastrophes naturelles. Le différend commercial entre les États-Unis et la Chine est également un risque, car il pourrait affecter non seulement la demande d'exportations, mais aussi les taux de change.

2. ÉCONOMIES EMERGENTES

La croissance économique devrait globalement se renforcer, mais les perspectives s'avèrent inégales à travers les pays et les régions

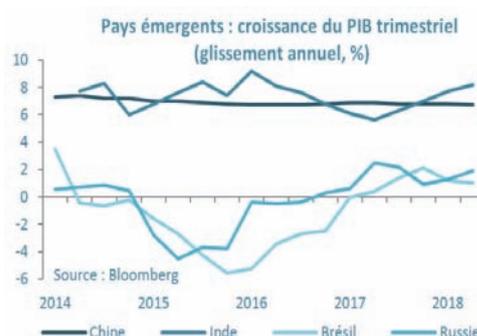
Face au risque d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt de la Fed, qui renforce le dollar, les monnaies des marchés émergents pourraient encore toutes s'affaiblir. Les prix à l'importation pourraient augmenter et l'inflation croissante encouragerait le retrait de capitaux. Toutefois, même s'ils ont des capacités différentes pour absorber cet impact, l'incertitude s'avère coûteuse pour les pays émergents.

51,3



Chine
Indice PMI

En Chine, l'économie se porte toujours bien, malgré la dépréciation de sa monnaie, qui s'est fortement accélérée depuis avril de cette année et les incertitudes persistantes sur l'avenir des relations commerciales sino-américaines. Le PMI manufacturier de la Chine a été solide en août pour le 25ème mois consécutif (51,3 contre 51,2 en juillet), la croissance des exportations chinoises a ralenti en août à 9,8%, son plus faible rythme depuis dernier mars.



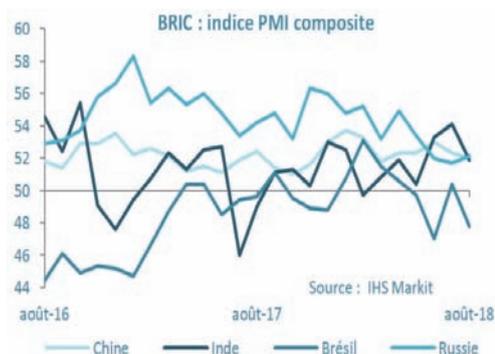
8,2%

Au T2



Inde
Croissance économique

En Inde, l'économie fait preuve de résilience face aux fluctuations externes des prix du pétrole et à la dépréciation de la roupie. Selon les chiffres publiés par le gouvernement le 30 août 2018, le PIB a progressé de 8,2% en glissement annuel sur le trimestre avril-juin, tiré par la solidité des fondamentaux économiques et la baisse de l'inflation.



Au trimestre précédent (janvier-mars), l'Inde avait enregistré une croissance de 7,7%. L'indice Nikkei India Manufacturing PMI est passé de 52,3 en juillet à 51,7 en août. La production reste encore solide, portant ainsi la période d'expansion actuelle à 13 mois. La forte demande sous-jacente a été le principal facteur à l'origine de la dernière reprise.

1%

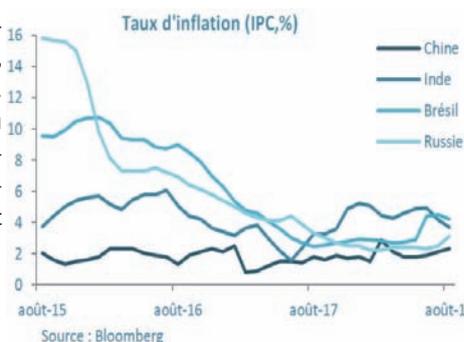
Au T2



Brésil
Croissance économique

Au Brésil, selon l'IBGE, l'Institut brésilien de géographie et de statistique, l'économie brésilienne s'est légèrement accélérée au deuxième trimestre. Le PIB du Brésil a augmenté de 0,2% par rapport au premier trimestre et de 1% par rapport à l'année précédente.

Au mois d'août, l'indice Markit Brazil Manufacturing est passé de 50,5 en juillet à 51,1 en août, atteignant un plus haut niveau sur quatre mois. Les conditions d'exploitation dans l'ensemble du secteur manufacturier se renforcent, en particulier les exportations, favorisées par la dépréciation du real, mais les tensions inflationnistes sont réelles sur le secteur de production.



3. MARCHES DES MATIERES PREMIERES

Légère baisse des cours pétroliers en août, sous l'effet d'accentuation des tensions commerciales

Brent : 73,1 \$/baril

Butane : 568 \$/T



Produits énergétiques

409 \$/T



Engrais DAP

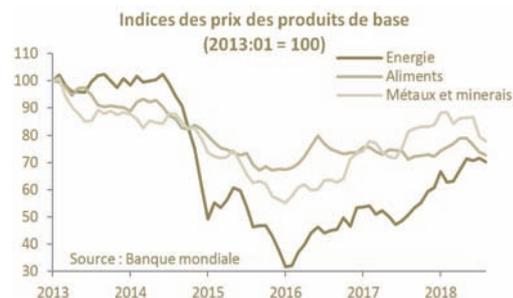
Blé : 217,4 \$/T

Sucre : 244,5 \$/T

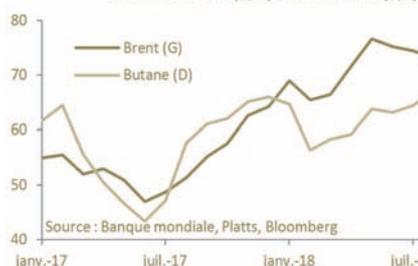


Produits alimentaires

L'indice des prix des produits énergétiques, calculé par la Banque mondiale, a reculé de 1,66% en août après une hausse de 0,07% en juillet, suite à une baisse des prix de pétrole. De son côté, l'indice des prix des produits non énergétiques a enregistré un repli de 1,7% en août après une nette baisse de 4,3% en juillet. La baisse a concerné les cours des produits alimentaires (-1,5% en août), des métaux de base (-2,8%) et des métaux précieux (-3,2%).



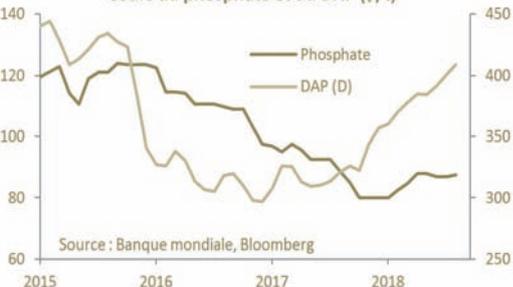
Cours du Brent (\$/b) et du butane (\$/t)



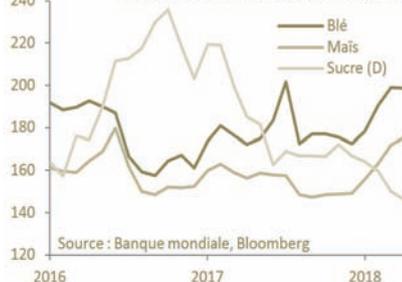
Les prix de pétrole se sont inscrits à la baisse suite à la reprise du dollar et les tensions qui opposent les Etats-Unis à leurs partenaires commerciaux. Les cours du Brent ont atteint 73,1 dollars en moyenne en août après avoir enregistré 74,4 dollars en moyenne en juillet et 74,5 dollars sur le deuxième trimestre. Cependant, les prix du gaz butane ont atteint 568 dollars la tonne en moyenne en août, en hausse de 4,3% sur un mois.

Les prix de phosphate brut ont atteint 87,5 dollars la tonne en août, marquant une hausse de 0,7% sur un mois. Les cours des engrais phosphatés DAP se sont établis à 409 dollars la tonne en août, en hausse de 2% sur un mois, ramenant leur hausse à 3,5% depuis début 2018. Les perspectives semblent s'améliorer, avec une reprise attendue des importations de l'Inde et une modération des exportations de la Chine.

Cours du phosphate et du DAP (\$/t)



Cours des céréales et du sucre (\$/t)



Les cours de blé tendre (SRW) ont rebondi à 217,4 dollars la tonne en août, marquant une hausse de 5,1% sur un mois. Globalement, les cours des céréales sont portés par une demande accrue et par les mauvaises récoltes des grands producteurs. La sécheresse a entraîné une diminution de la production et du stock de blé chez les huit principaux exportateurs.

Les prix mondiaux du sucre brut (ISA) ont reculé à 244,5 dollars la tonne en avril, leur plus bas niveau depuis décembre 2007, marquant une baisse de 5,4% sur un mois et de 21,3% depuis le début de l'année. La tendance baissière des prix du sucre s'explique par l'abondance des disponibilités à l'exportation, en raison, notamment, d'une production record en Thaïlande et en Inde (deuxième pays exportateur dans le monde). Elle s'explique également par l'assouplissement des règles d'exportation en Inde et au Pakistan et par des perspectives favorables de l'offre.



ENVIRONNEMENT NATIONAL

1. TENDANCES SECTORIELLES

103 MQx



Production céréalière

22,9 Qx/ha



Rendement moyen

-11% en volume



Pêche côtière et artisanale

Activités primaires

Campagne 2017/2018 : récolte céréalière exceptionnelle avec un rendement record

Le secteur de l'agriculture a enregistré une évolution favorable au cours de la campagne 2017/2018, malgré un début de campagne difficile, tirant profit des conditions climatiques favorables qui ont caractérisé cette campagne et des développements acquis grâce au stade avancé de la mise en œuvre du Plan Maroc Vert.

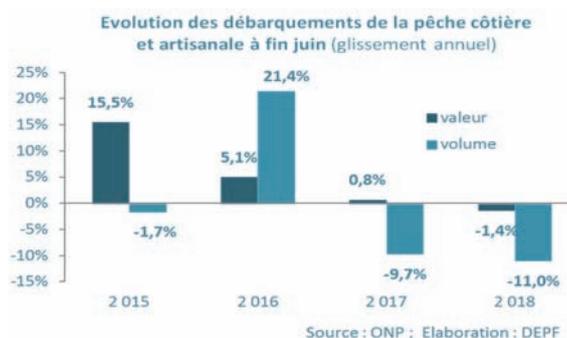
En effet, la campagne agricole 2017/2018 a été marquée par une récolte céréalière exceptionnelle, se situant à plus de 40% de la moyenne de la dernière décennie (soit près de 72 millions de quintaux). Cette récolte est évaluée à 103 millions de quintaux, en progression de 7,3% par rapport à l'année précédente, dont 49,1 millions de quintaux de blé tendre, 24,2 millions de quintaux de blé dur et 29,2 millions de quintaux d'orge.

Avec une superficie emblavée en céréales principales, en réduction de 16% par rapport à la campagne précédente à 4,5 millions d'hectares, le rendement moyen de la campagne céréalière 2017/2018 a atteint 22,9 quintaux/hectare, en augmentation de 27% par rapport à la campagne précédente. Comparé à la moyenne enregistrée pendant les bonnes saisons pluvieuses au cours des dix dernières années, ce rendement est supérieur de 21,5%. Par ailleurs, comparativement à la moyenne des meilleures années pluvieuses de la décennie d'avant le Plan Maroc Vert (PMV), ce rendement est supérieur de 71%.

En matière d'échanges avec l'extérieur, la valeur des exportations du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire a progressé de 4,6% au terme des huit premiers mois de l'année 2018, compte tenu d'une hausse des ventes à l'étranger des secteurs d'agriculture, sylviculture et chasse de 13,8% et une quasi-stagnation de celles de l'industrie alimentaire (-0,1%).

Evolution négative des captures de la pêche côtière et artisanale

Le volume des captures de la pêche côtière et artisanale a reculé de 11% à fin juin 2018, après un retrait de 9,7% il y a une année. Cette évolution est attribuable, essentiellement, au repli des captures des poissons pélagiques de 10,3%, des poissons blancs de 13,6% et des céphalopodes de 18,3%. En valeur, ces débarquements, ont baissé de 1,4%, après +0,8% un an plus tôt, en lien avec le recul de la valeur des débarquements des poissons blancs de 4,2% et des poissons pélagiques de 2,1%.



+ 9%



Indice de production

+5,1% (exportations)
+7,7% (production)



Phosphate roche

+6% (production)

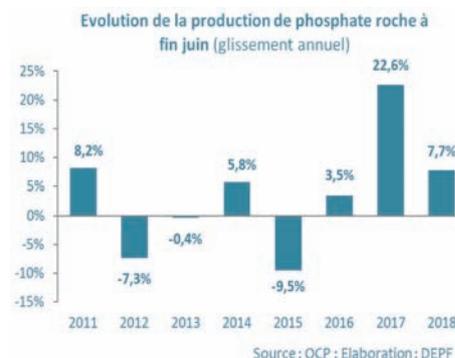


Energie électrique

Activités secondaires

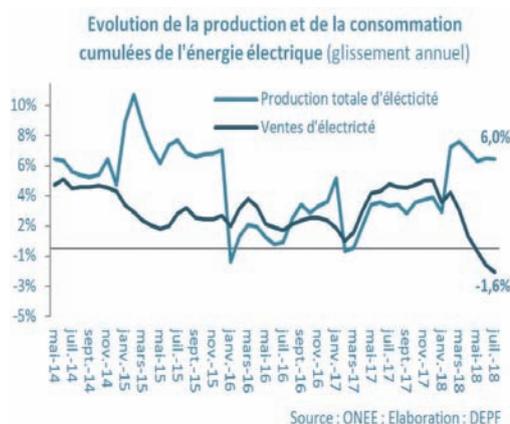
Bonne tenue du secteur minier

Le secteur extractif a clôturé le premier semestre 2018 sur une consolidation de son indice de production de 9%, suite à un renforcement de 19,7% au premier trimestre, atténué par une légère baisse de 1,6% au deuxième trimestre 2018. Parallèlement à cette évolution, la production de phosphate roche, principale composante de ce secteur, s'est raffermie de 7,7% à fin juin 2018.



Au terme des sept premiers mois de 2018, le secteur poursuit son dynamisme, reflété par le bon comportement du volume des ventes à l'étranger de phosphate brut (+5,1%). A fin août 2018, l'activité du secteur de phosphates et dérivés a été à l'origine d'un chiffre d'affaires à l'export de 33,8 milliards de dirhams, en hausse de 17,6%, après +8,4% un an plus tôt.

Comportement favorable de la production de l'énergie électrique



La production nationale de l'énergie électrique s'est renforcée de 6% à fin juillet 2018, après +2,8% un an plus tôt. Cette progression s'explique par l'accroissement de la production privée de 4,2%, conjuguée à la hausse de celle de l'ONEE de 6,6% qui a bénéficié du bon comportement de la production d'énergie d'origine hydraulique (+21,3%) et thermique (+4,3%). Sur un autre volet, la production des projets développés dans le cadre de la loi 13-09 relative aux énergies renouvelables a été à l'origine de 31,5% de cette évolution suite à une progression de 53,9% à fin juillet 2018 après +16,7% à fin juillet 2017.

Quant au solde des échanges de l'énergie électrique avec l'Algérie et l'Espagne (importations-exportations), il a diminué de 28,3% à fin juillet 2018, résultant du recul du volume de l'énergie importée de 27,2% et de la hausse des exportations de 21,2%, et ce compte-tenu d'une quasi-stagnation de l'énergie nette appelée (+0,1%, après +5% il y a une année).

Pour ce qui est de la consommation de l'énergie électrique, elle s'est repliée au terme des sept premiers mois de 2018 de 1,6%, après +2,5% à fin mars 2018 et +4,3% il y a une année. Cette baisse recouvre un recul des ventes de l'énergie de très haute, haute et moyenne tension de 2,4%, conjointement à une hausse de celles de basse tension de 1,4%.

-4,9%



Ventes de ciment

Baisse des ventes de ciment

Au terme des huit premiers mois de l'année en cours, les indicateurs du secteur du BTP ont été marqués par une évolution mitigée.



En effet, la baisse des ventes de ciment ressort à -4,9% à fin août 2018, soit le même rythme de recul enregistré à la même période de l'année précédente. Cette évolution recouvre une progression de 1,6% au deuxième trimestre 2018, après un recul de 6,9% au premier trimestre de cette année.

+3,1%



Crédits habitat

Pour sa part, l'encours des crédits accordés au secteur immobilier maintient son évolution favorable à fin juillet 2018, enregistrant une hausse de 3,1%, après +3,9% un an auparavant. Cette progression tient compte d'une hausse des crédits alloués à l'habitat de 3,1% et de ceux accordés à la promotion immobilière de 0,9%.

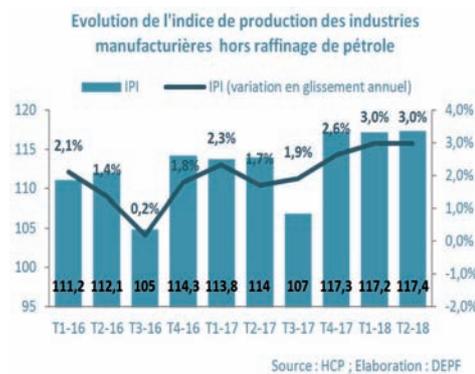
Bon comportement du secteur industriel

La bonne dynamique du secteur manufacturier, enregistrée au premier trimestre de l'année en cours, se confirme au deuxième trimestre 2018, comme en témoigne la croissance de son indice de production, hors raffinage de pétrole, de 3%, donnant lieu à un accroissement moyen de 3% au titre de la première moitié de l'année en cours.

+3%



Indice de production



La progression affichée au T2-2018 est à mettre à l'actif du bon comportement des indices de la production des industries chimiques (+4,5%), de l'industrie automobile (+5,4%), des autres produits minéraux non métalliques (+7,5%), du papier et carton (+17,8%), des industries alimentaires (+1,1%), des articles d'habillement et fourrures (+1,8%) et des produits métalliques (+3,7%).

Pour le troisième trimestre 2018, d'après les derniers résultats de l'enquête de conjoncture de Bank Al-Maghrib auprès du secteur manufacturier, le premier mois de ce trimestre a été marqué par une amélioration de la production et des ventes, comparativement au mois précédent, dans l'ensemble des branches d'activité, excepté pour le secteur du textile et cuir. En ce qui concerne les trois prochains mois (août, septembre et octobre 2018), les entreprises s'attendent globalement à une amélioration de la production et des ventes, hormis celles exerçant dans le secteur du textile et cuir.



Par ailleurs, le taux d'utilisation des capacités de production (TUC), dans le secteur manufacturier, a progressé de 1 point par rapport au mois de juillet 2017, suite à une bonne tenue dans l'ensemble des branches d'activités (+6 points dans les industries chimiques et para-chimiques, +4 points dans les industries de textile et cuir, +1 point dans les industries mécaniques et métallurgiques), mis à part une stagnation dans le secteur agro-alimentaire.

Evolution du taux d'utilisation des capacités de production (TUC) dans le secteur industriel

	juillet 2017	juil-18	Ecart
TUC global	59,0%	60,0%	1 point
<i>Par secteur</i>			
Industries chimiques et parachimiques	51,0%	57,0%	+6 points
Industries du textile et du cuir	68,0%	72,0%	+4 points
Industries agro-alimentaires	71,0%	71,0%	+0 point
Industries mécaniques et métallurgiques	63,0%	64,0%	+1 point

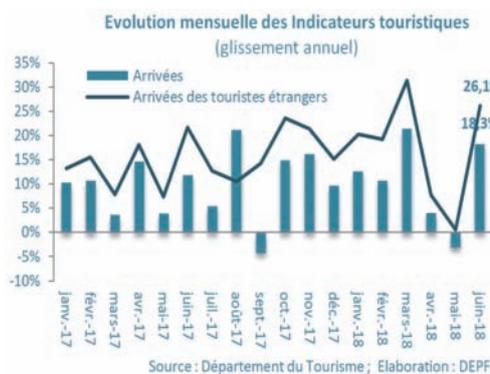
Source : BAM; Elaboration : DEPF

En matière des échanges commerciaux avec l'extérieur, la valeur des ventes à l'étranger du secteur manufacturier continue de se comporter favorablement à fin août 2018, enregistrant, notamment, une consolidation de 17,7% au niveau du secteur automobile, de 17,2% dans le secteur aéronautique, de 3,4% dans le secteur de textile et cuir et de 6,7% dans le secteur électronique. De leur côté, les exportations des dérivés de phosphates, composante importante des industries chimiques et para-chimiques, se sont renforcées de 18,9% en valeur et de 5,3% en volume à fin juillet 2018.

Activités tertiaires

Croissance consolidée de l'activité touristique au mois de juin

Après le léger ralentissement de l'activité touristique durant le mois de mai, dont la deuxième moitié a coïncidé avec le mois de ramadan, le secteur touristique reprend sa bonne dynamique avec une croissance consolidée au mois de juin 2018.



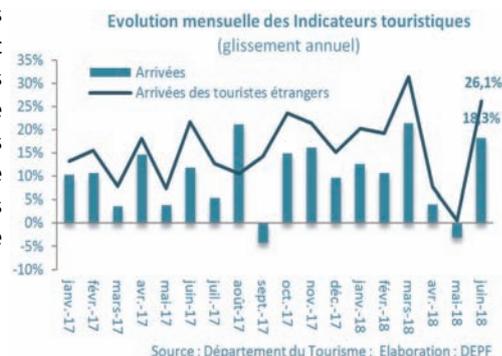
En effet, le flux des arrivées touristiques au Maroc s'est raffermi de 18,3% durant le mois de juin 2018, après un renforcement de 11,9% un an plus tôt, tiré, notamment, par la consolidation des arrivées des touristes étrangers de 26,1%. Au terme du premier semestre 2018, le total des arrivées s'est accru de 10,5%, après +9,2% il y a une année, nourri à raison de 95% par la bonne dynamique des arrivées des touristes étrangers (+16,8%, après +13,7%). Pour ce qui est des arrivées des MRE, elles se sont améliorées de 1,3% après +3,3% il y a une année.

+10,5% et +10,4% respectivement



Arrivées et nuitées

A son tour, le nombre des nuitées réalisées dans les établissements d'hébergement classés (EHC), s'est consolidé durant le mois de juin 2018 de 32,9%, soit sa plus forte performance mensuelle enregistrée sur les six dernières années. Cette bonne dynamique découle de l'accroissement des nuitées des non-résidents de 30,1%, conjugué à la hausse de celles des résidents de 41,9%.





Suite à cette évolution, le secteur touristique a clôturé le premier semestre 2018 sur une performance des nuitées réalisées de +10,4%, en consolidation d'une hausse de 17,8% à fin juin 2017. Cette bonne tenue a bénéficié, particulièrement, de la dynamique toujours favorable de celles des non-résidents (+13,4%). Quant à celles des résidents qui occupent à elles seules près de 27% du total des nuitées, elles se sont accrues de 2,7% à fin juin 2018, après +8,5% à fin juin 2017.

Au terme des sept premiers mois de 2018, les indicateurs touristiques continuent d'afficher des évolutions favorables, soit une performance de +7% pour le nombre des arrivées (+15% pour les arrivées des touristes étrangers et -1% pour les arrivées des MRE) et de +10% pour les nuitées, en rapport avec le bon comportement des nuitées des non-résidents (+13%).

Concernant les recettes touristiques, elles ont totalisé 48,6 milliards de dirhams à fin août 2018, en hausse de 1,2% comparativement à fin août 2017.

Dynamique favorable du secteur des télécommunications

La valeur ajoutée du secteur des télécommunications a débuté l'année 2018 favorablement avec une accélération de sa croissance à +2,5% au premier trimestre 2018, après une croissance au ralenti au cours de l'année 2017.

Courant le deuxième trimestre 2018, les premiers indicateurs du secteur témoignent d'une poursuite de cette dynamique, en rapport, notamment, avec la bonne performance de l'activité du groupe Maroc-Télécoms, premier opérateur du secteur des télécommunications au Royaume, dont le chiffre d'affaires, généré au niveau national, s'est affermi de 4,6% à 10,6 milliards de dirhams, compte tenu d'une progression de son parc national de téléphonie mobile de 2,8% à 18,9 millions d'abonnés, de celui de la téléphonie fixe de 6,5% et de celui de l'Internet haut débit de 10,2%.

+2,5%

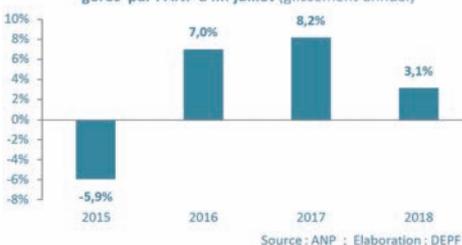


Télécoms
(Valeur ajoutée)

Orientation favorable du secteur du transport

Au terme des sept premiers mois de l'année 2018, l'activité portuaire a enregistré une progression du volume du trafic dans les ports gérés par l'Agence Nationale des Ports (ANP) de 3,1%, après une augmentation de 8,2% il y a une année. Cette évolution résulte de l'accroissement du trafic des importations de 5,8%, conjugué à une hausse de celui des exportations de 0,9%.

Evolution du trafic portuaire cumulé dans les ports gérés par l'ANP à fin juillet (glissement annuel)

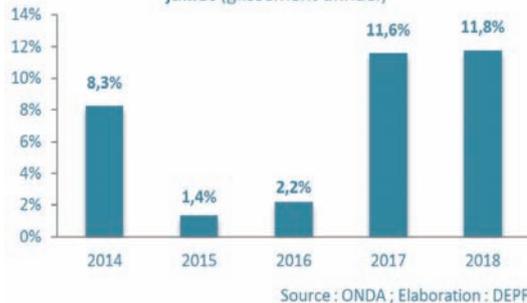


+ 11,8%



Passagers aériens

Evolution du trafic aérien des passagers à fin juillet (glissement annuel)



Pour ce qui est de l'activité du transport aérien, le nombre de passagers accueillis dans les aéroports nationaux s'est consolidé de 11,8% à fin juillet 2018, préservant, quasiment, le même rythme de progression enregistré à la même période de l'année précédente (+11,6%). Quant au trafic du fret aérien, il a enregistré une progression de 9,6%.

+9,6%



Fret aérien

TENDANCES SECTORIELLES (*)

	Secteur	2017	juin 18	juil 18	août	Evolution cumulée
Activités primaires	Agriculture					
	Pêche					
Activités secondaires	Phosphates et dérivés					
	Automobile					
	Aéronautique					
	Electronique					
	Agroalimentaire					
	Textile et cuir					
	Energie électrique					
	BTP					
Activités tertiaires	Tourisme					
	Transport					
	Télécommunications					

Amélioration Stabilité Recul
 : Amélioration récente : Dégradation récente

*: appréciation basée sur les derniers baromètres conjoncturels disponibles.

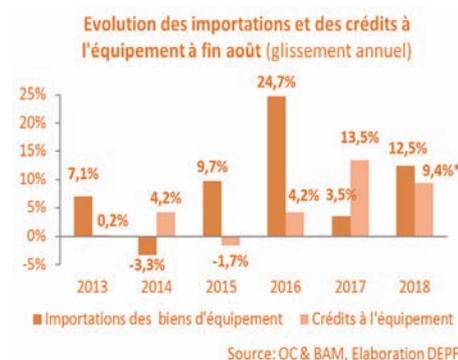
2. DEMANDE INTERIEURE

+9,4%



Crédits à l'équipement

Au titre des huit premiers mois de l'année 2018, la consommation des ménages maintient une tendance positive, bénéficiant, notamment, de la performance exceptionnelle du secteur agricole (une production céréalière estimée à plus de 103 millions de quintaux), de l'amélioration de la situation du marché de travail (création de 141.000 postes d'emploi rémunérés au titre du deuxième trimestre 2018), de la progression toujours positive des crédits à la consommation (+5,6% à fin juillet 2018) et de la bonne tenue des transferts des MRE (+1% à fin août 2018), dans un contexte marqué par une évolution relativement maîtrisée des prix à la consommation (+2,4% à fin juillet 2018).



De son côté, l'effort d'investissement se maintient au titre de la même période, tirant profit du bon comportement des crédits à l'équipement (+9,4% à fin juillet 2018), de la progression des importations des biens d'équipement et des demi-produits (respectivement +12,5% et +4% à fin août 2018) et de l'évolution positive des dépenses d'investissement du budget de l'Etat (+1,8% à fin juillet 2018).

+2,4%



Inflation

Baisse des prix à la consommation en juillet

L'indice des prix à la consommation (IPC) a connu entre les mois de juillet et de juin 2018 un recul de 0,9%, en lien avec la baisse conjointe de l'IPC alimentaire de 2,2% et de celui non alimentaire de 0,1%. Les principales baisses parmi les produits alimentaires ont été observées au niveau des poissons et fruits de mer (-9,5%), des fruits (-6,3%), des légumes (-5,6%), des viandes (-1,4%) et du lait, fromage et œufs (-0,7%). Quant à l'IPC non alimentaire, la baisse a concerné principalement les prix des carburants (-0,2%).

Au terme des sept premiers mois de l'année 2018, l'IPC a enregistré une hausse de 2,4% en glissement annuel. Cette évolution recouvre une augmentation de l'IPC alimentaire de 2,7% et de l'IPC non alimentaire de 1,8%. Les hausses les plus importantes de ce dernier ont concerné les prix des biens et services divers (+6,6%), des restaurants et hôtels (+2,1%), de l'enseignement (+2%) et du transport (+1,4%).



+5,6%



Crédits consommation

S'agissant du secteur manufacturier, son indice des prix à la production, hors raffinage de pétrole, a enregistré une baisse de 0,1% durant le mois de juillet 2018, comparativement au mois de juin de la même année. Ce retrait est à lier au recul des prix des industries alimentaires de 0,4% et de la fabrication d'équipements électriques de 0,1%. Ces replis ont été atténués par l'appréciation des prix de la métallurgie de 0,5%, de la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques de 0,3%, de la fabrication de textiles de 0,8% et de la fabrication de meubles de 1,4%.

+141.000
postes



Emploi rémunéré

Marché du travail : création de 141.000 emplois rémunérés

Au cours du deuxième trimestre 2018, l'économie nationale a été créatrice de 117.000 nouveaux postes d'emploi, tous types confondus, par rapport au même trimestre de l'année précédente, dont 75.000 postes profitant en milieu urbain et 42.000 en milieu rural. Cette dynamique découle d'une hausse de 141.000 nouveaux postes rémunérés dont 76.000 situés dans les villes et 65.000 postes dans les zones rurales. Quant au nombre d'emplois non rémunérés, il a enregistré une perte de 24.000 postes, dont 23.000 en milieu rural et 1.000 dans les zones urbaines.

Par secteur d'activité, cette situation aurait résulté d'une création de 53.000, de 24.000, de 21.000 et de 19.000 nouveaux postes d'emploi respectivement dans les secteurs des services, de l'agriculture, forêt et pêche, de l'industrie et du BTP.

Quant au taux de chômage, il a reculé de 0,2 point en une année pour se situer à 9,1%, compte-tenu d'un nombre de chômeurs de 1.103.000 personnes au deuxième trimestre 2018. Cette baisse provient d'un retrait du taux de chômage de 0,3 point dans les villes et de 0,2 point dans le milieu rural.



Les baisses les plus importantes du taux de chômage ont concerné les jeunes âgés de 15 à 24 ans (-0,5 point) et les personnes ayant un diplôme (-0,4 point). Par contre, le taux de chômage des adultes âgés de 25 à 34 ans et de celui des jeunes citadins âgés de 15 à 24 ans a connu des hausses respectives de 0,3 point et 0,2 point.

3. ECHANGES EXTÉRIEURS

56,6%



Taux de couverture

+10,2%



Exportations

+17,6%



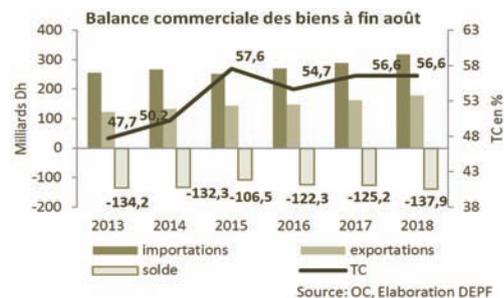
OCP

+17,7%



Automobile

Au terme des huit premiers mois de l'année 2018, la situation des échanges extérieurs a été marquée par une hausse du déficit commercial de 10,1%, pour s'établir à 137,9 milliards de dirhams. Cette évolution résulte de la progression des exportations et des importations au même rythme, soit +10,2%. De son côté, le taux de couverture est resté stable à 56,6% d'une année à l'autre.



Augmentation des exportations, tirée surtout par les ventes de l'automobile et de phosphates et dérivés



A fin août 2018, les exportations de biens ont affiché une hausse de 10,2% pour atteindre 179,5 milliards de dirhams, suite à la progression des exportations de tous les secteurs, essentiellement, celles du secteur automobile (+17,7%) et de phosphates et dérivés (+17,6%). Ces deux secteurs contribuent à hauteur de 70,2% dans la hausse totale des exportations.

Au niveau des nouveaux métiers mondiaux du Maroc (MMM), les exportations de l'automobile, premier secteur exportateur du Maroc, ont bondi de 17,7% à 43,6 milliards de dirhams. Cette forte progression a été réalisée grâce à ses deux principaux segments, en l'occurrence la construction et le câblage avec une progression de 16,1% et 16,9% respectivement. Le secteur de l'aéronautique a, également, enregistré une hausse de ses exportations (+17,2% à 8,1 milliards de dirhams), tout comme l'électronique (+6,7% à 6,4 milliards de dirhams).

Pour leur part, les exportations de phosphates et dérivés se sont établies à 33,8 milliards de dirhams, en progression de 17,6% sur une année. La part de ce secteur dans le total des exportations se situe à 18,8% contre 17,6% un an auparavant.

De leur côté, les expéditions de l'agriculture et l'agroalimentaire ont totalisé 38,2 milliards de dirhams, en hausse de 4,6% et ce, grâce à la progression des ventes de l'agriculture, sylviculture et chasse (+13,8% à 14,7 milliards de dirhams), conjuguée à la quasi-stagnation de celles de l'industrie alimentaire (-0,1% à 22,1 milliards).

Suivant la même tendance, les ventes à l'étranger du secteur du textile et cuir affichent une augmentation de 3,4% à 26,5 milliards de dirhams, recouvrant une hausse des exportations des vêtements confectionnés (+1,6% à 16,6 milliards de dirhams) et des articles de bonneterie (+5,7% à 5,3 milliards).

Il est à noter, également, la progression des exportations de l'industrie pharmaceutique de 7,7% à 829 millions de dirhams sur la même période. Enfin, le reste des exportations, représentant l'équivalent de 12,3% des exportations totales, se sont améliorées de 3,4%.



Contribution notable des achats des biens d'équipement, des produits énergétiques et des biens finis de consommation à la hausse des importations

Les importations de biens ont culminé à 317,4 milliards de dirhams à fin août 2018, en progression de 10,2% par rapport à la même période de 2017. Ce résultat est attribuable à l'accroissement des acquisitions de tous les groupes de produits, principalement les biens d'équipement, les produits énergétiques et les produits finis de consommation. La hausse des achats de ces trois groupes de produits explique près de 74% de la hausse totale des importations.



Source: OC; Elaboration: DEPF

+10,2%



Importations

+12,5%

(Importations)



Biens d'équipement

Avec une part dans les importations totales de 24,8%, les biens d'équipement représentent le premier poste des importations nationales, affichant une progression de 12,5% à plus de 78,7 milliards de dirhams. Cette hausse s'explique, pour l'essentiel, par l'appréciation des achats des parties d'avions (+45,4%) et des moteurs à pistons (+32,8%).

Dans la même lignée, les achats des produits finis de consommation se sont appréciés de 6,6% pour s'élever à 70,7 milliards de dirhams, en raison notamment de la hausse conjointe des achats de parties et pièces pour voitures et véhicules de tourisme (+30,9%) et des ouvrages divers en matières plastiques (+19%).

L'augmentation globale des importations est soutenue, également, par la hausse des achats des demi-produits de 4% pour un montant de 66,3 milliards de dirhams. Ainsi, les importations des fils, barres et profilés en cuivre ont enregistré une croissance de 30,7%. Il en est de même pour les achats des fils et câbles électriques et des papiers et cartons qui se sont appréciés de 27,6% et 11,5% respectivement.

De même, les importations des produits énergétiques se sont raffermies de 18,8% à 53,6 milliards de dirhams, en rapport avec la hausse des achats de gas-oils et fuel-oils (+22,8% à 27 milliards) et des houilles, coques et combustibles (+44,7% à 5,8 milliards de dirhams).

Parallèlement, les achats des produits alimentaires se sont accrus de 8,9% à plus de 31,9 milliards de dirhams, recouvrant une hausse des achats des tourteaux (+819 millions de dirhams), des épices (+384 millions) et des fruits frais ou secs (+316 millions).

Enfin, les achats des produits bruts ont augmenté de 18,1% pour avoisiner 16,2 milliards de dirhams, consécutivement à la hausse des achats de sulfures bruts (+2 milliards de dirhams) et du minerai de cobalt (+365 millions).

+18,8%



Importations énergétiques

Evolution toujours positive des recettes de voyages et des transferts des MRE



Source: OC, Elaboration DEPF

A fin août 2018, l'excédent de la balance des voyages a reculé de 1,7% à 35,5 milliards de dirhams. Ce résultat provient d'une hausse des recettes (+1,2% à 48,6 milliards), moins importante que celle des dépenses (+9,9% à 13,1 milliards). Les transferts des MRE ont, pour leur part, augmenté de 1% à 44,9 milliards de dirhams au titre de la même période. Ces deux postes ont représenté près de 68% du déficit commercial après environ 74% un an auparavant.

+1,2%



Recettes voyages

Par ailleurs, le flux des investissements directs étrangers (IDE) a enregistré une baisse de 18,6% pour atteindre 14,6 milliards de dirhams. Ce résultat s'explique par la baisse des recettes de 7,3%, associée à l'accroissement des dépenses de 28,5%.

4. FINANCES PUBLIQUES (HORS TVA DES COLLECTIVITÉS LOCALES)

La situation des charges et ressources du Trésor à fin juillet 2018 fait ressortir une hausse du déficit budgétaire, en glissement annuel, de 18,4% ou de 3,6 milliards de dirhams pour se situer à 23 milliards de dirhams. Cette évolution a résulté, notamment, de l'effet conjoint de la quasi-stagnation des recettes ordinaires (+0,1%), et de la hausse des dépenses ordinaires de 3,4%.

Hausse des recettes fiscales, particulièrement, celles des impôts indirects

+6,6%



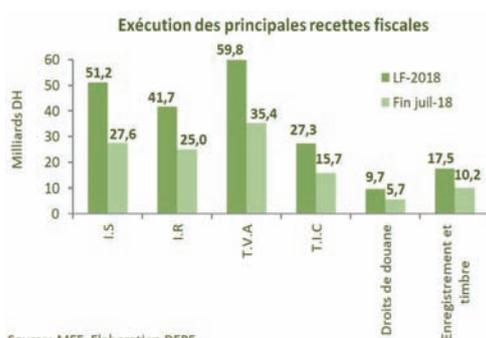
Recettes impôts indirects

+4,6%



Recettes IR

Au terme des sept premiers mois de 2018, le taux d'exécution des recettes ordinaires s'est établi à 55,7%. Dans leur composante fiscale, les recettes ont enregistré un taux de réalisation de 57,2%. Ce résultat recouvre :



Source: MEF, Elaboration DEPF

- la réalisation de 55,7% des recettes des impôts directs prévus dans la Loi de Finances, suite à la concrétisation de 53,8% des prévisions des recettes de l'IS et de 59,9% des recettes de l'IR,
- la réalisation de 58,6% des recettes des impôts indirects, recouvrant la concrétisation de 59,1% des prévisions des recettes de la TVA et de 57,4% des recettes des TIC,
- l'exécution de 59,1% des prévisions initiales des droits de douane, et

- la réalisation de 58% des prévisions au titre des droits d'enregistrement et de timbre.

Quant au taux d'exécution des recettes non fiscales, il a atteint 42,7%, recouvrant la concrétisation de 52,1% des recettes de monopoles et la réalisation de 35,1% des autres recettes non fiscales.

En termes d'évolution, les recettes ordinaires ont quasiment stagné à 131,9 milliards de dirhams. Cette évolution est attribuable, essentiellement, à la hausse des recettes fiscales atténuée par le repli des recettes non fiscales. Les recettes fiscales se sont accrues, en glissement annuel, de 1,7% pour avoisiner 121 milliards de dirhams, recouvrant une hausse des recettes des impôts indirects et des droits de douane, atténuée par la baisse de celles des impôts directs et d'enregistrement et timbre.



Source: MEF, Elaboration DEPF

Les recettes des impôts indirects ont augmenté de 6,6% pour atteindre 51 milliards de dirhams. Cette hausse est en relation avec le raffermissement des recettes de la TVA et de celles des TIC.

Les recettes de la TVA se sont appréciées de 8,5% pour atteindre 35,4 milliards de dirhams, recouvrant une hausse des recettes de la TVA à l'importation de 7,5% à 22,3 milliards de dirhams, ainsi que l'augmentation de celles de la TVA intérieure de 10,2% à 13,1 milliards de dirhams. Ces dernières tiennent compte de remboursements (part du budget général) pour un montant de 2,2 milliards de dirhams à fin juillet 2018, après 2,8 milliards l'année précédente.

Pour ce qui est des recettes des TIC, elles ont augmenté de 2,7% pour s'établir à 15,7 milliards de dirhams, consécutivement à l'augmentation des recettes des TIC sur les tabacs manufacturés de 10,5% à 5,9 milliards de dirhams, atténuée par la baisse de celles des TIC sur les produits énergétiques de 2,1% à 8,8 milliards de dirhams.

De leur côté, les recettes des droits de douane se sont accrues de 12,7% pour atteindre 5,7 milliards de dirhams.

+3,4%



Dépenses ordinaires

En revanche, les recettes des impôts directs ont reculé de 2,8% pour se situer à 54,1 milliards de dirhams. Cette évolution a résulté, particulièrement, du repli des recettes de l'IS de 9,4% pour s'établir à 27,6 milliards de dirhams. Cette baisse s'explique, notamment, par le bon comportement durant l'année 2016 des résultats du secteur financier, des sociétés pétrolières, de l'agence nationale de la conservation foncière, des cimenteries, des sucriers et des sociétés de télécommunications.

Néanmoins, les recettes de l'IR se sont accrues de 4,6% pour atteindre 25 milliards de dirhams. L'évolution de ces dernières recouvre, notamment, l'augmentation des recettes de l'IR prélevé par la Direction des Dépenses de Personnel (DDP) de 3,2% pour avoisiner 5 milliards de dirhams et la stagnation de celles de l'IR sur les profits immobiliers à 2,4 milliards de dirhams.

Quant aux recettes relatives aux droits d'enregistrement et de timbre, elles ont reculé de 1,8% pour se situer à 10,2 milliards de dirhams.

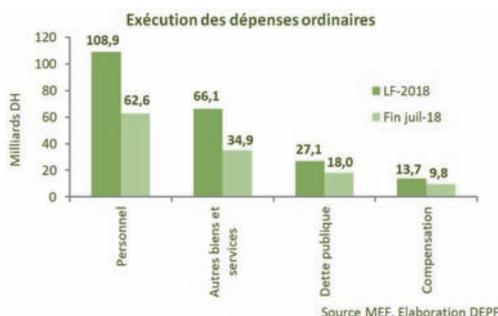
S'agissant des recettes non fiscales, elles se sont repliées, en glissement annuel, de 16,1% pour s'établir à 9,4 milliards de dirhams. Cette évolution est attribuable, notamment, au léger recul des recettes de monopoles de 0,5% à 5,1 milliards de dirhams, de celles au titre de dons reçus des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) de 76,8% à 447 millions de dirhams et des fonds de concours de 84,9% à 115 millions de dirhams. En revanche, la redevance gazoduc et les recettes en atténuation des dépenses de la dette ont augmenté respectivement de 69,4% à 1,1 milliard de dirhams et de 16,6% à 429 millions de dirhams.

+1,7%



Dépenses de personnel

Accroissement des dépenses ordinaires, notamment, celles de biens et services



Corroborant les prévisions initiales de la Loi de Finances, le taux d'exécution des dépenses ordinaires s'est établi à 58% à fin juillet 2018, couvrant la réalisation de 57,6% des dépenses de personnel, de 52,7% des dépenses des autres biens et services, de 66,2% des dépenses afférentes aux intérêts de la dette et de 71,4% de la charge prévue de compensation.

6,6 Mds DH



Solde ordinaire

En termes d'évolution, les dépenses ordinaires ont augmenté de 3,4% pour atteindre 125,3 milliards de dirhams à fin juillet 2018. Cette hausse a concerné les différentes rubriques, notamment, les dépenses de biens et services qui ont contribué à hauteur de 86,2% à cette évolution. Ces dernières se sont accrues de 3,8% pour se situer à 97,5 milliards de dirhams, recouvrant une hausse des dépenses de personnel de 1,7% à 62,6 milliards et de celles des autres biens et services de 7,9% à 34,9 milliards.



Ces dernières tiennent compte des transferts au profit de la Caisse Marocaine des Retraites (8,3 milliards de dirhams après 7,2 milliards), aux divers établissements et entreprises publics (13,6 milliards de dirhams après 10,3 milliards) et aux comptes spéciaux du Trésor (1,6 milliard de dirhams après 1,5 milliard).

28,1 Mds DH

Financement intérieur

De leur côté, les charges de compensation ont augmenté, en glissement annuel, de 6% pour s'établir à 9,8 milliards de dirhams, soit 7,8% des dépenses ordinaires contre 7,6% à fin juillet 2017.

Pour leur part, les charges en intérêts de la dette ont stagné (+0,1%) à environ 18 milliards de dirhams, recouvrant une hausse de celles de la dette intérieure de 1,3% à 15,9 milliards de dirhams et une baisse de celles de la dette extérieure de 8,1% à 2 milliards de dirhams.

Au total, l'évolution des recettes et des dépenses ordinaires à fin juillet 2018 a dégagé un solde ordinaire positif de 6,6 milliards de dirhams, permettant de couvrir 18,5% des dépenses d'investissement. Ces dernières ont atteint 35,7 milliards de dirhams, en hausse de 1,8%. Par rapport aux prévisions initiales, elles se sont réalisées à hauteur de 59,3%.

Hausse du déficit budgétaire

Tenant compte de la hausse de l'excédent des comptes spéciaux du Trésor de 21,4% à 6,1 milliards de dirhams, la situation des charges et ressources du Trésor à fin juillet 2018 fait ressortir une hausse du déficit budgétaire de 18,4% ou de 3,6 milliards de dirhams pour se situer à 23 milliards de dirhams. Eu égard à la réduction du stock des dépenses en instance de 842 millions de dirhams, le besoin de financement du Trésor a atteint 23,9 milliards de dirhams. Pour combler ce besoin, et compte tenu d'un flux net extérieur négatif de 4,2 milliards de dirhams, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 28,1 milliards de dirhams.

5. FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Décélération de la croissance des créances nettes sur l'administration centrale

A fin juillet 2018, la masse monétaire (M3) a augmenté, en glissement mensuel, de 0,3% à 1278,5 milliards de dirhams. Cette évolution a résulté, notamment, de la hausse des créances sur l'économie, conjuguée à la baisse des créances nettes sur l'administration centrale et des réserves internationales nettes.

En glissement annuel, la masse monétaire a maintenu le même rythme d'accroissement qu'à fin juin 2018, soit +4,5%, marquant un ralentissement comparativement à celui enregistré l'année précédente (+5,3%). Cette décélération recouvre, particulièrement, le ralentissement des créances sur l'économie et des créances nettes sur l'administration centrale, alors que les réserves internationales nettes ont repris.

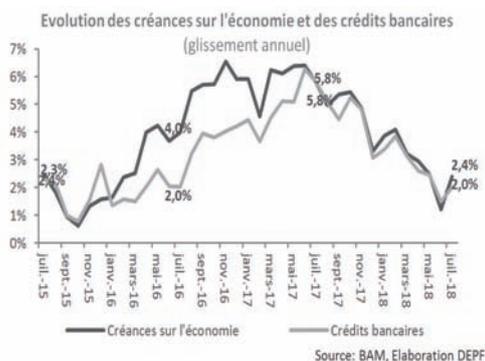


+4,5%



Masse monétaire

Les créances sur l'économie ont augmenté, en glissement mensuel, de 0,3% pour atteindre 1005,9 milliards de dirhams. Cette évolution recouvre une hausse des titres des AID de 5,4% et un recul des crédits bancaires de 0,8% à 847,9 milliards de dirhams, notamment, les facilités de trésorerie (-1,5%) et les crédits à caractère financier (-5,1%), tandis que les crédits à l'immobilier, à l'équipement et à la consommation ont augmenté respectivement de 0,1%, 0,3% et 0,6%.



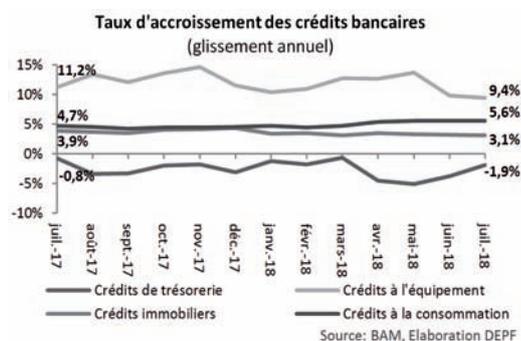
+2%



Crédits bancaires

En glissement annuel, le taux de progression des créances sur l'économie s'est situé à +2,4%, enregistrant une amélioration par rapport à celui enregistré le mois dernier (+1,2%), maintenant toutefois sa décélération comparativement à celui enregistré l'année précédente (+5,8%). Cette évolution retrace, notamment, celles des crédits bancaires qui se sont appréciés de 2% à fin juillet 2018 après +1,5% à fin juin 2018 et +5,8% à fin juillet 2017.

La décélération des crédits bancaires, par rapport à l'année précédente, recouvre le repli des crédits de trésorerie et des crédits à caractère financier respectivement de 1,9% et 6,2% après -0,8% et +14,9% à fin juillet 2017, et le ralentissement de la progression des crédits à l'équipement (+9,4% après +11,2% un an auparavant) et des crédits à l'immobilier (+3,1% après +3,9%). L'évolution de ces derniers recouvre un ralentissement des crédits à l'habitat (+3,1% après +4,9%) et de ceux aux promoteurs immobiliers (+0,9% après +1,7%).

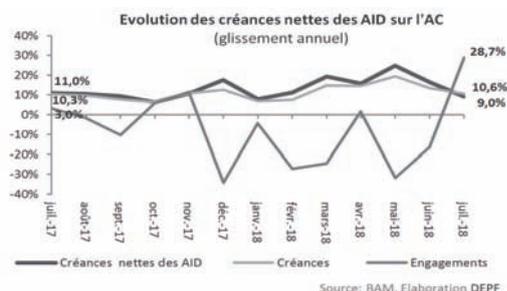


Toutefois, le taux d'accroissement des crédits à la consommation s'est amélioré, s'établissant à +5,6% après +4,7% l'année dernière. S'agissant des créances en souffrance, elles ont maintenu le même taux de croissance que l'année précédente, soit +2,8% et après +2,9% le mois antérieur.

S'agissant des créances nettes des institutions de dépôt sur l'administration centrale (AC), elles ont reculé, en glissement mensuel, de 3,6% pour atteindre 175,8 milliards de dirhams à fin juillet 2018, après une baisse de 1,6% le mois précédent.



En glissement annuel, le rythme de progression de ces créances a décéléré, s'établissant à +9,4% après +16,5% à fin juin 2018 et +11,2% un an auparavant. L'évolution enregistrée par rapport à l'année précédente est en relation avec le ralentissement des recours du Trésor aux Autres Institutions de Dépôts (AID), enregistrant une hausse de 9% après une augmentation de 11% à fin juillet 2017.



5 mois et 9 jours



RIN

L'évolution de ces recours recouvre la hausse des créances des AID sur l'AC de 10,6% après +10,3% l'année précédente, notamment, les détentions des banques en bons du Trésor dont le rythme d'accroissement a décéléré à +7,5% après +15,4%, conjuguée à l'accélération de la croissance de leurs engagements vis-à-vis de l'AC à +28,7% après +3% un an auparavant.



Pour ce qui est des Réserves Internationales Nettes (RIN), elles continuent d'enregistrer de légers replis, en glissement mensuel, depuis fin janvier 2018, se situant à -0,8% à fin juillet 2018 après -0,6% le mois précédent. Par rapport à fin décembre 2017, elles ont reculé de 6,3% après -5,5% à fin juin 2018. Elles se sont établies à 225,9 milliards de dirhams, soit l'équivalent de 5 mois et 9 jours d'importations de biens et services après 5 mois et 10 jours le mois dernier et 5 mois et 5 jours à fin juillet 2017.

Toutefois, en glissement annuel, les RIN se sont accrues de 10,7% (+21,8 milliards de dirhams), soit la même hausse enregistrée à fin juin 2018. Néanmoins, cette évolution recouvre un effet de base, du fait que les RIN ont enregistré leur plus important repli de l'année 2017 à fin juillet et qui s'est établi à -15,2% (-36,6 milliards de dirhams).

+7,7%



Circulation fiduciaire

Au niveau des composantes de M3, la hausse de cette dernière, en glissement mensuel, recouvre, notamment, l'augmentation de la circulation fiduciaire de 1,7%, des comptes à terme de 0,4% et des titres d'OPCVM monétaires de 6,3%, et le recul de la monnaie scripturale de 1,1%.

En glissement annuel, l'évolution de M3 recouvre, particulièrement, le repli des comptes à terme auprès des banques et des titres d'OPCVM monétaires respectivement de 1% et 2,3%, le ralentissement de la hausse des dépôts à vue auprès des banques (+6,2% après +6,8% un an auparavant), et l'amélioration des rythmes d'accroissement de la circulation fiduciaire (+7,7% après +5,9% l'année dernière), alors que les placements à vue ont maintenu quasiment le même rythme de progression que l'année précédente (+4,8% après +4,9%).

Concernant les agrégats de placements liquides, leur encours a enregistré une légère hausse par rapport au mois précédent de 0,5%, sous l'effet conjoint de la hausse de l'encours des titres d'OPCVM contractuels et des titres de créances négociables (PL1) de 0,1% et de celui des titres d'OPCVM obligataires (PL2) de 1,6%, et de la baisse de celui des titres d'OPCVM actions et diversifiés (PL3) de 1,4%. En glissement annuel, cet encours s'est accru de 9,9% après une hausse de 5,3% à fin juillet 2017. Cette évolution est en relation avec l'accroissement de l'encours de PL1, PL2 et PL3 respectivement de 4,1%, 20,6% et 7,6%, après +1,6%, +4,9% et +43,9% l'année précédente.

¹ L'administration centrale comprend l'Etat et les établissements publics d'administration centrale dont la compétence s'étend sur la totalité du territoire économique.

² Composés principalement des sommes dues à l'Etat, ainsi que des fonds spéciaux de garantie destinés à garantir les crédits distribués, dont le solde n'est remboursable qu'à l'extinction des crédits couverts.

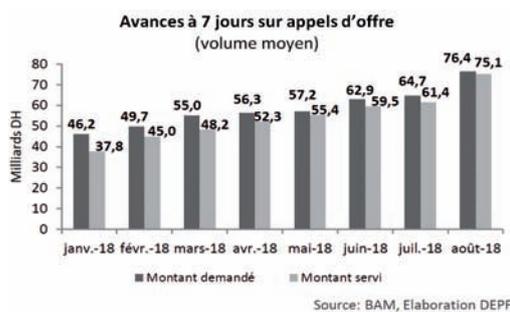
75,1 Mds DH
(Avances à 7 jours)



Injection de liquidité
(Volume moyen)

Accentuation du déficit de liquidité des banques au cours du mois d'août 2018

Au cours du mois d'août 2018, le besoin de liquidité des banques s'est accentué par rapport au mois précédent, en relation, particulièrement, avec la hausse de la circulation fiduciaire à l'occasion de la période estivale et d'Aïd Al-Adha.



Afin de combler l'insuffisance des trésoreries bancaires, Bank Al-Maghrib a augmenté le volume de ses interventions pour l'injection de la liquidité, essentiellement à travers les avances à 7 jours sur appels d'offre, dont le volume moyen s'est établi à un haut niveau de 75,1 milliards de dirhams après 61,4 milliards en juillet, face à une demande des banques qui s'est inscrite en hausse, se situant en moyenne à 76,4 milliards de dirhams contre 64,7 milliards le mois dernier.

La Banque Centrale est intervenue, également, à travers les opérations de prêts garantis à 1 an au titre du programme de soutien au financement des TPME dont l'encours s'est établi à 2,8 milliards de dirhams à fin août 2018.

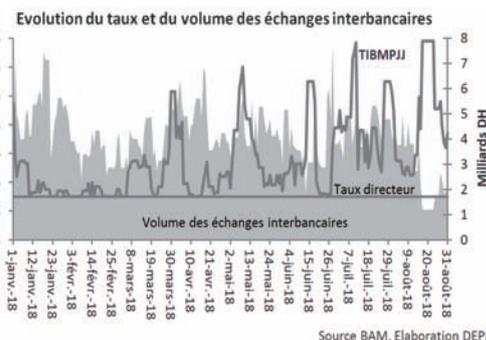
Quant au taux interbancaire moyen pondéré au jour le jour (TIMPJJ), il a enregistré une évolution volatile au cours du mois d'août 2018.

2,30%



TIMPJJ

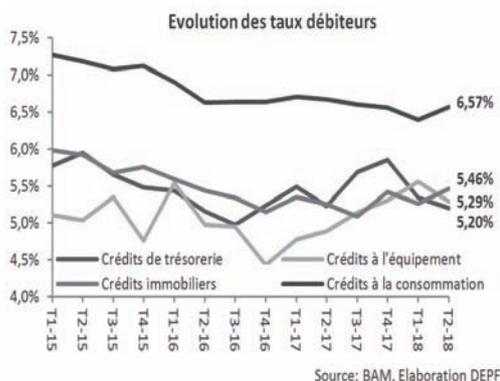
Il s'est inscrit en hausse, passant de 2,27% en début de mois pour atteindre un haut niveau de 2,36% le 17 du mois avant de s'inscrire en baisse et clôturer le mois à 2,29%. Il s'est établi en moyenne à 2,30%, soit le même niveau enregistré le mois précédent. La volatilité du taux interbancaire, quant-à-elle, a augmenté de 1,1 point de base à 3,5 points. S'agissant du volume moyen des transactions interbancaires, il a reculé par rapport au mois dernier de 28,5% à 3,1 milliards de dirhams.



3,1 Mds DH

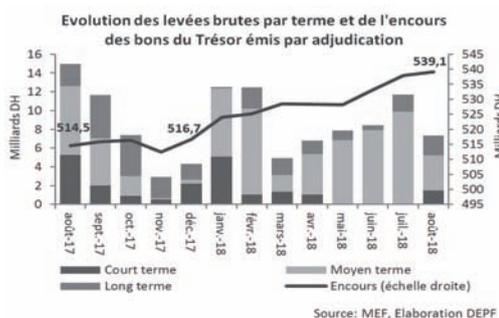


Transactions interbancaires
(Volume moyen)



Concernant l'évolution des taux débiteurs, les résultats de l'enquête de Bank Al-Maghrib pour le deuxième trimestre 2018 révèlent un recul trimestriel du taux moyen pondéré global de 7 points de base à 5,36%, après un repli 34 pb au premier trimestre. Cette baisse a concerné les taux appliqués aux crédits à l'équipement (-27 pb à 5,29%) et de trésorerie (-14 pb à 5,20%). En revanche, des hausses ont été enregistrées par les taux assortissant les crédits à l'immobilier (+20 pb à 5,46%) et à la consommation (+17 pb à 6,57%).

Repli du recours du Trésor au marché des adjudications au cours du mois d'août 2018



Au titre du mois d'août 2018, les levées brutes du Trésor au niveau du marché des adjudications ont reculé, par rapport au mois précédent de 37,3% pour atteindre 7,3 milliards de dirhams. Ces levées ont été prédominées par les maturités moyennes à hauteur de 50,8% après 84,3% le mois précédent. Celui des maturités longues a canalisé 29,2% des levées du mois après 15,7% le mois dernier, alors que celui des maturités courtes a représenté 20% après une absence depuis le mois de mai 2018.

72,1 Mds DH
(fin août)



Levées brutes du Trésor

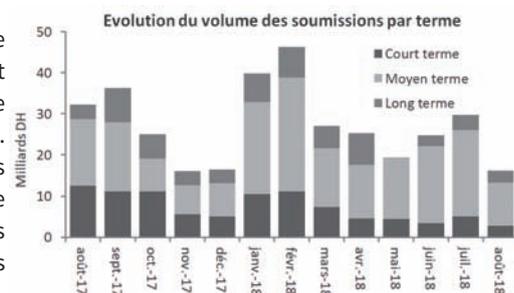
Les remboursements du Trésor au titre du mois d'août 2018 ont reculé par rapport au mois précédent de 13,4% pour se situer à 6 milliards de dirhams. De ce fait, les levées nettes du Trésor ont été positives de 1,3 milliard de dirhams, en baisse de 72,5% par rapport au mois dernier.

Au terme des huit premiers mois de 2018, les levées brutes du Trésor ont reculé, en glissement annuel, de 14,6% pour se situer à 72,1 milliards de dirhams. Ce repli a concerné particulièrement le volume levé en maturités courtes qui a baissé de 49,4% pour se situer à 10 milliards de dirhams pour représenter 13,9% des levées après 23,4% un an auparavant. De son côté, le volume souscrit des maturités moyennes a reculé de 5,8% pour s'établir à 50,9 milliards de dirhams, prédominant les levées à hauteur de 70,6% après 64,1% l'année précédente. En revanche, le volume levé des maturités longues s'est raffermi de 5,5% pour atteindre 11,2 milliards, soit 15,5% des levées après 12,5% l'année dernière.

Eu égard au recul, en glissement annuel, des remboursements du Trésor de 17,2% pour s'établir à 49,6 milliards de dirhams à fin août 2018, les levées nettes du Trésor ont atteint 22,4 milliards de dirhams, en baisse de 8,4% par rapport à fin août 2017.

Compte tenu de ces évolutions, l'encours des bons du Trésor émis par adjudication s'est apprécié de 4,3% par rapport à fin décembre 2017 pour s'établir à 539,1 milliards de dirhams à fin août 2018. La structure de cet encours a été marquée par le renforcement de la part des maturités moyennes à 39,8% après 37,1% à fin décembre 2017. Toutefois, les maturités à long terme prédominent toujours l'encours total, quoiqu'en retrait à 56,9% après 57,8%. La part du court terme reste faible et s'est repliée à 3,3% après 5,1%.

S'agissant du volume des soumissions sur le marché des adjudications au titre du mois d'août 2018, il a reculé par rapport au mois précédent de 45,5% pour s'établir à 16,2 milliards de dirhams. Ce volume a été prédominé par les maturités moyennes à hauteur de 65,2% après 70,4% le mois précédent, suivies des maturités courtes (17,5% après 17,2%) et des maturités longues (17,3% après 12,3%).



Source: MEF, Elaboration DEFP

Au terme des huit premiers mois de 2018, le volume des soumissions a atteint 228,5 milliards de dirhams, en baisse de 32% par rapport à fin août 2017. Le volume soumissionné des maturités courtes a reculé de 58,8% pour se situer à 49,7 milliards de dirhams, soit 21,7% du volume des soumissions contre 35,8% l'année dernière. Pour sa part, le volume soumissionné des maturités moyennes a reculé de 15,6% pour s'établir à 141,9 milliards de dirhams, canalisant 62,1% du volume des soumissions après 50% un an auparavant. De son côté, le volume soumissionné des maturités longues s'est replié de 22,4% pour atteindre 37 milliards de dirhams, pour représenter 16,2% des soumissions après 14,2% l'année précédente.



S'agissant de l'évolution des taux moyens pondérés primaires des bons du Trésor au titre du mois d'août 2018, comparativement aux taux des dernières émissions, ils ont enregistré de légères hausses comprises entre 1 point de base et 9 points de base.

Evolution des taux des bons du Trésor

	Août.18	Dernières émissions		Var
		Taux	Date	
13 semaines	2,20%	2,16%	Mars.18	+4 pb
26 semaines	-	2,19%	Mars.18	-
52 semaines	2,40%	2,31%	Avr.18	+9 pb
2 ans	2,58%	2,57%	Juil.18	+1 pb
5 ans	2,82%	2,79%	Juil.18	+3 pb
10 ans	3,28%	3,27%	Juil.18	+1 pb
15 ans	-	3,70%	Juil.18	-
20 ans	-	3,98%	Avr.18	-
30 ans	-	4,41%	Oct.17	-

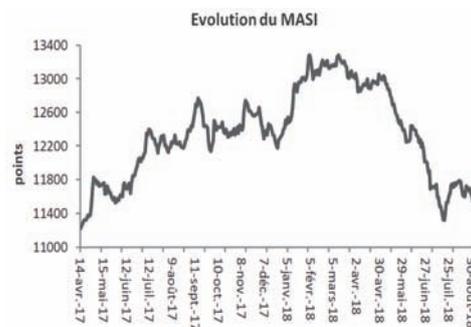
Source : MEF, Calculs DEPF

Atonie des indicateurs de la Bourse de Casablanca en août 2018

-6,8% et -7,1%
(respectivement)



MASI et MADEX



Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

Au cours du mois d'août 2018, les indicateurs de la Bourse de Casablanca ont poursuivi leur tendance baissière entamée au cours du mois d'avril. Les indices MASI et MADEX ont clôturé le mois d'août à 11546,49 et 9381,43 points respectivement, en baisse de 1,7% et 1,8% par rapport à fin juillet 2018, ramenant leur performance par rapport à fin décembre 2017 à -6,8% et -7,1% respectivement, après -5,2% et -5,4% le mois précédent.

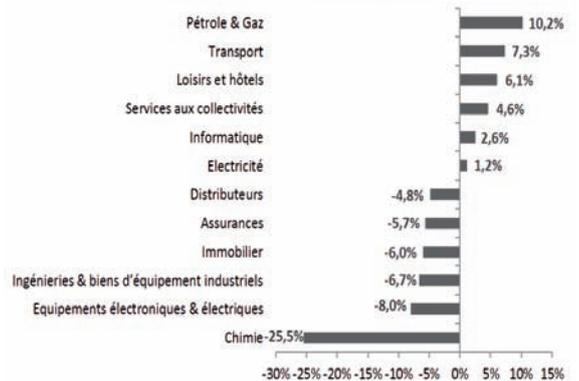
Banques : -2%
Télécoms : -0,4%
BTP : -3,8%



Indices sectoriels

Au niveau sectoriel, parmi les 24 secteurs représentés à la cote de la Bourse de Casablanca, 15 secteurs ont enregistré des performances négatives par rapport à fin juillet 2018, particulièrement, l'indice du secteur de chimie (-25,5%) et, dans une moindre mesure, ceux des équipements électroniques et électriques (-8%), des ingénieries et biens d'équipement industriels (-6,7%) et de l'immobilier (-6%). Les indices des trois premières capitalisations, à savoir, les banques, les télécommunications et le BTP se sont repliés respectivement de 2%, 0,4% et 3,8%.

Les plus fortes variations des indices sectoriels à fin août 2018
(variations par rapport à fin juillet 2018)



Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

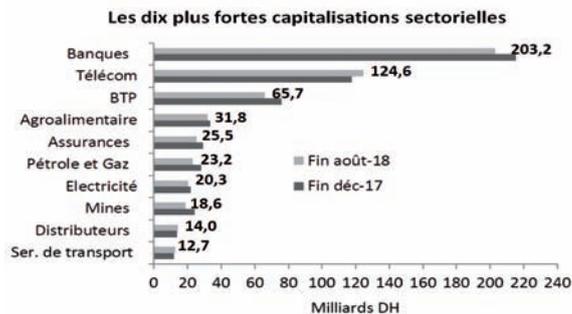
Les performances positives du mois ont concerné, notamment, les indices des secteurs de pétrole et gaz (+10,2%), de transport (+7,3%), de loisirs et hôtels (+6,1%) et des services aux collectivités (+4,6%).

588,9 Mds DH



Capitalisation boursière

Pour sa part, la capitalisation boursière a reculé par rapport à fin juillet 2018 de 1,5% pour s'établir à 588,9 milliards de dirhams. Par rapport à fin décembre 2017, elle s'est repliée de 6,1% après -4,7% le mois précédent.



Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

Le volume global des transactions réalisé au titre du mois d'août 2018 a été faible, se situant à 1,3 milliard de dirhams, en baisse de 36,1% par rapport au mois de juillet 2018. Ce volume s'est réparti à hauteur de :

- 74% pour le marché central. Les transactions sur ce marché ont baissé, en glissement mensuel, de 38,2% pour s'établir à 961,8 millions de dirhams. Les titres Attijariwafa Bank, Itissalat Al-Maghrib et SODEP-Marsa Maroc y ont canalisé respectivement 27,1%, 14,1% et 10,2% du volume des transactions en actions ;
- 24,9% pour le marché de blocs où les échanges se sont repliés, par rapport au mois précédent, de 24,6% pour se situer à 324,3 millions de dirhams ;
- 0,9% pour les transferts d'actions ;
- 0,2% pour les apports d'actions.

28,2 Mds DH (fin août)



Volume global des transactions



Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

Au terme des huit premiers mois de 2018, le volume global des transactions a atteint 28,2 milliards de dirhams, en baisse de 23,8% par rapport à la même période de l'année précédente. Le volume des échanges sur les marchés central et de blocs a reculé par rapport à fin août 2017 de 25,8% à 25,9 milliards de dirhams, recouvrant un repli de celui réalisé sur le marché central de 20,7% à 21,5 milliards de dirhams et de celui enregistré sur le marché de blocs de 43,6% à 4,4 milliards de dirhams.

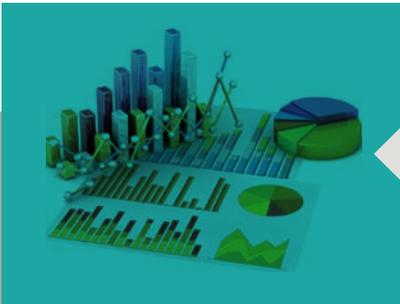


TABLEAU DE BORD

N° : 259

Tableau de bord de l'économie marocaine

Agrégats de la comptabilité nationale(1)	2015	2016	2017
Produit Intérieur Brut(aux prix de l'année précédente) (base 2007)	4,5	1,2	4,1

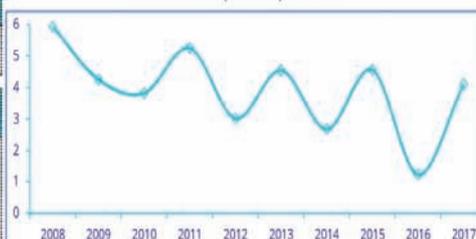
Echanges extérieurs (millions de Dhs) (Données préliminaires)	août-17	août-18	(%)
Importations globales	288 180	317 431	10,2
Énergie et lubrifiants	45 106	53 574	18,8
Produits finis d'équipement	69 914	78 650	12,5
Produits alimentaires	29 319	31 928	8,9
Exportations globales	162 972	179 540	10,2
Automobile	37 055	43 629	17,7
Aéronautique	6 909	8 097	17,2
Déficit commercial	-125 208	-137 891	10,1
Taux de couverture (en %)	56,6	56,6	
Transferts MRE	44 452	44 875	1,0
Recettes voyages	48 006	48 580	1,2
Recettes des IDE	23 554	21 825	-7,3

Monnaie (millions de Dhs)	juil-17	juil-18	(%)
Agrégat M3	1 223 711	1 278 546	4,5
Réserves Internationales Nettes	204 116	225 866	10,7
Créances nettes sur l'administration centrale	160 631	175 806	9,4
Créances sur l'économie	982 302	1 005 857	2,4
Dont : Crédits des AID	839 795	854 246	1,7
Crédits immobiliers	255 071	262 961	3,1
Crédits à l'équipement	158 636	173 591	9,4
Crédits à la consommation	50 540	53 360	5,6

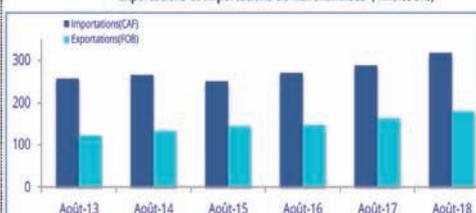
Bourse	août-17	août-18	(%)
MASI	12 397	11 546	-6,9
MADEX	10 134	9 381	-7,4
Volume des transactions (2) (millions de Dhs)	34 892	25 885	-25,8

Indice des prix à la consommation (100=2006)	juil-17	juil-18	(%)
Indice des prix à la consommation (100=2006)	117,3	120,1	2,4
Produits alimentaires	125,6	129,0	2,7
Produits non alimentaires	111,5	113,5	1,8
Taux de change (en MAD)	août-17	août-18	(%)
Euro	11,1	11,0	-1,55
Dollar américain US\$	9,4	9,5	0,58
Taux d'intérêt (dernières émissions)	déc-17	août-18	Pb 100
Taux adjudications (13 semaines)	2,17	2,20	3
(26 semaines)	2,19	2,19	0
(52 semaines)	2,32	2,40	8
(2ans)	2,48	2,58	10

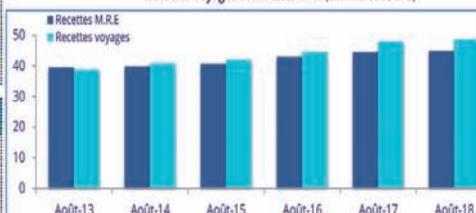
Croissance du PIB (base 2007) en volume



Exportations et importations de marchandises (milliards de Dhs)



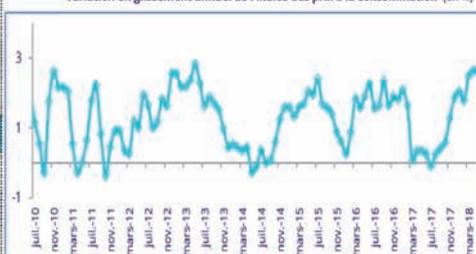
Recettes voyages et recettes MRE (en milliards de Dhs)



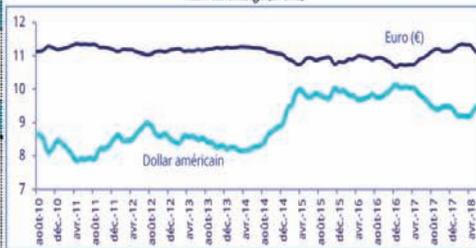
Réserves Internationales Nettes (milliards de Dhs)



Variation en glissement annuel de l'indice des prix à la consommation (en %)

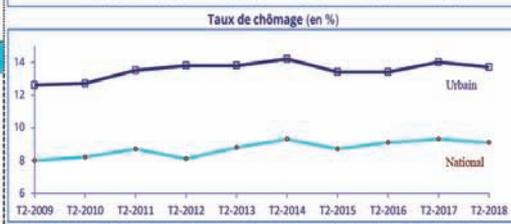
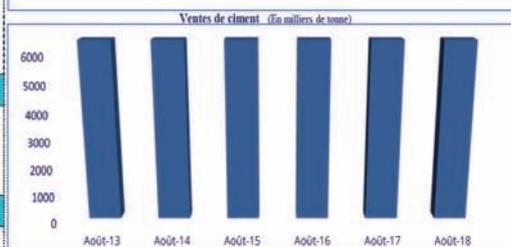
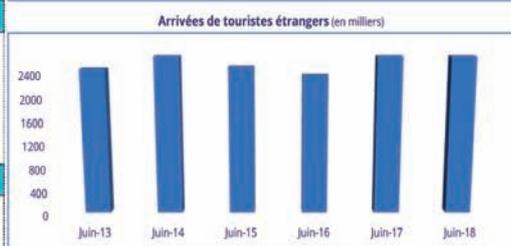
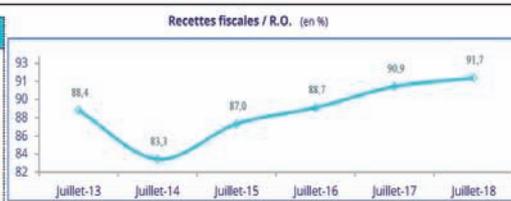


Taux de change (en Dhs)



Finances publiques (hors TVA des CL)			
	juil-17	juil-18	(%)
Recettes ordinaires (R.O) (en milliards de Dhs)	131 702	131 855	0,1
Recettes fiscales	118 881	120 959	1,7
Impôts directs	55 615	54 063	-2,8
IS	30 419	27 551	-9,4
IR	23 911	25 005	4,6
Impôts indirects	47 844	51 015	6,6
TVA	32 587	35 352	8,5
TIC	15 257	15 663	2,7
Droits de douane	5 080	5 727	12,7
Enregistrement et timbre	10 342	10 154	-1,8
Recettes non fiscales	11 259	9 443	-16,1
Monopoles	5 143	5 115	-0,5
Dépenses ordinaires (D.O)	121 092	125 256	3,4
Biens et services	93 918	97 505	3,8
Personnel	61 620	62 649	1,7
Autres biens et services	32 298	34 856	7,9
Dettes publiques intérieures	15 720	15 923	1,3
Dettes publiques extérieures	2 205	2 028	-8,1
Compensation	9 249	9 800	6,0
Investissement	35 088	35 728	1,8
Activités sectorielles			
	déc-16	déc-17	(%)
Parc global de la téléphonie mobile (milliers)	41 514	43 916	5,8
Taux de pénétration (%)	122,7	126,0	
Parc global de la téléphonie fixe (milliers)	2 070	2 046	-1,1
Parc total des abonnés Internet (milliers)	17 058	22 192	30,1
	juin-17	juin-18	(%)
Débarquements de la pêche côtière (en mille tonne)	597	531	-11,0
Débarquements de la pêche côtière (en millions DH)	3 437	3 389	-1,4
Nuitées dans les EHC ⁽⁴⁾ (en milliers)	9 813	10 829	10,4
Arrivées de touristes (y compris MRE) (en milliers)	4 587	5 067	10,5
	juil-17	juil-18	(%)
Trafic portuaire gérés par l'ANP (mille tonnes) (5)	48 915	50 445	3,1
Energie appelée nette (GWh) y compris l'énergie éolienne via réseau clients	21 345	21 366	0,1
Consommation d'électricité (GWh)	17 725	17 449	-1,6
	août-17	août-18	(%)
Chiffre d'affaires à l'exportation de l'OCP(millions Dhs)	28 710	33 768	17,6
Ventes de ciment (mille tonnes)	9 204	8 757	-4,9
Emploi			
	T2-2016	T2-2017	T2-2018
Taux d'activité	47,7	47,3	47,0
Taux de chômage	9,1	9,3	9,1
Urbain	13,4	14,0	13,7
Diplômés	18,2	19,0	18,6
Agés de 15 à 24 ans	39,2	40,3	40,5
Variation des indices de la production (3)			
	T2-2017	T2-2018	(%)
Mines	134,5	132,3	-1,6
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	114,0	117,4	3,0
Produits des industries alimentaires	118,5	119,8	1,1
Produits de l'industrie textile	101,7	103,9	2,2
Produits de l'industrie automobile	144,2	152,0	5,4
Electricité	133,2	137,2	3,0

	2016	2017	(%)
Mines	101,9	122,4	20,1
Industrie hors raffinage de pétrole	110,7	113,0	2,1
Produits des industries alimentaires	117,4	120,4	2,6
Produits de l'industrie textile	95,1	95,8	0,7
Produits de l'industrie automobile	129,4	135,1	4,4
Electricité	132,8	136,5	2,8



(1) Taux de variation, Source HCP
 (2) Volume des transactions sur le marché central et sur le marché de blocs
 (3) Indice de la production selon la base 2010
 (4) EHC : établissements d'hébergement classés

